

05.12.2012 – 13:33 Uhr

L'attaque frontale contre les employés du commerce de détail se poursuit - Le référendum est inévitable

Bern (ots) -

Les députés bourgeois, majoritaires au Conseil national, lancent l'ouverture des magasins des stations-service 24h sur 24. Il s'agit là d'une étape de dérégulation inutile touchant tout le commerce de détail et ayant des conséquences négatives pour les employés. Travail.Suisse, l'organisation faîtière indépendante de 170'000 travailleurs, lutte contre cette mesure. Le référendum est inévitable.

Avec des horaires d'ouverture 24h sur 24 pour les magasins des stations-service, les partis bourgeois ont réussi au Conseil national à fragiliser la protection des employés, en particulier en ce qui concerne le travail de nuit et du dimanche.

Libéralisation inutile à la charge des employés

Pour Travail.Suisse, cette étape de dérégulation est inutile autant pour les consommateurs que pour l'économie et en plus, elle nuit aux employés. Il est prouvé que le travail du dimanche et de nuit engendre des problèmes de santé. La vie sociale des employés concernés et de leur famille s'en trouve fortement réduite. Le commerce de détail est une branche où il n'y a pratiquement pas de conventions collectives et où les employés doivent, aujourd'hui déjà, travailler dans des conditions de travail parfois précaires.

D'autres attaques parlementaires conduisent à une rupture du système de protection

La tactique du grignotage par petits morceaux se poursuit : Avec la motion Lombardi (harmonisation nationale obligatoire des ouvertures des magasins du lundi au vendredi de 6 à 20 heures et le samedi de 6 à 19 heures) et la motion Abate (nouvelle définition du tourisme dans la loi sur le travail avec pour conséquence plus de travail le dimanche), le Parlement légifère déjà sur les nouvelles tentatives de dérégulation. Travail.Suisse lutte résolument contre cette politique.

Récemment, l'augmentation de la libéralisation des horaires de travail a été rejetée dans beaucoup de cantons. Pour la libéralisation des magasins des stations-service, le peuple doit aussi avoir le dernier mot. Pour Travail.Suisse, le référendum est inévitable.

Contact:

Susanne Blank, Responsable de la politique économique, 031/370'21'11,
www.travailsuisse.ch

Diese Meldung kann unter <https://www.presseportal.ch/fr/pm/100020454/100729558> abgerufen werden.